

Entretien d'Europe
n°266
12 mai 2025

« Nous devons trouver la « coalition des volontaires » capable de surmonter les divergences actuelles. »

L'Europe entre dans une période de changements géopolitiques importants - avec la guerre à ses frontières, une relation transatlantique qui change radicalement et un besoin croissant de cohésion interne. Dans ce contexte, la Pologne assure actuellement la présidence du Conseil de l'Union européenne. De votre point de vue, comment définiriez-vous le positionnement stratégique de la Pologne au sein de l'Union européenne aujourd'hui ?

La Pologne se trouve à un moment charnière, au sein de l'Union européenne, mais aussi dans un environnement géopolitique plus large. La présidence polonaise du Conseil intervient à un moment où l'Europe est confrontée à d'immenses défis externes et internes. La question stratégique essentielle pour la Pologne, en tant « qu'État de première ligne », est de garantir la sécurité européenne. Elle en fait le thème central de sa présidence du Conseil. Pour la Pologne, il est important de trouver une approche européenne cohérente à ce sujet. Elle continue ainsi, malgré ce que nous avons vu à Washington D.C., de plaider en faveur d'une forte coopération transatlantique. Il existe ici un certain sentiment d'urgence à assurer des capacités adéquates pour faire face à ces défis, tels que la défense des frontières de l'Europe, ou dissuader la Russie d'une autre aventure impériale, qui pourrait alors nous viser directement. La présidence du Conseil est délicate car on attend du pays qui l'occupe qu'il dirige, mais si l'on examine les traités et le pouvoir réel que détient le pays concerné, elle consiste plutôt à fixer l'ordre du jour, modérer les débats pour trouver un consensus et faire avancer la décision. Cette présidence est importante pour la Pologne, mais ce qui est encore plus crucial désormais, c'est nos capacités européennes à former des alliances, par exemple dans le cadre du Triangle de Weimar, à avoir une approche plus flexible avec nos

partenaires de l'Union européenne et des pays tiers, comme le Royaume-Uni. C'est ce dont nous avons besoin pour faire face aux problèmes immédiats. L'Union européenne et l'OTAN restent essentielles, mais nous devons trouver d'autres alliances dans nos rangs, avec des pays qui partagent nos idées, mais aussi avec des pays qui ne les partagent pas et que nous devons alors convaincre.

Quelle est la signification stratégique du nouveau traité franco-polonais, signé le 9 mai ?

Il convient de rappeler que ce traité remplace celui de 1991. À l'époque, juste après que la Pologne a retrouvé son indépendance, le gouvernement polonais a envoyé les premiers signes, y compris à Paris, indiquant vouloir faire partie de l'Union européenne, alors appelée la Communauté économique européenne. La réponse de nos partenaires d'Europe occidentale a été la suivante : « N'en parlons pas encore. Ce n'est pas près d'arriver ». En tout cas, c'était la première fois que cette demande a été formulée. La signature du premier traité était très importante, mais à l'époque, les circonstances étaient complètement différentes. L'URSS, par exemple, existait encore.

C'est pourquoi, d'un point de vue stratégique, nous devons remplacer cet accord initial. Les circonstances ont changé : la Pologne est désormais un État membre de l'Union européenne et les défis auxquels la France et la Pologne sont confrontées au sein de l'Union ne sont plus les mêmes qu'en 1991. A ce jour, il est prioritaire de trouver des moyens de coopération plus efficaces, par exemple en matière de défense et de sécurité. Le traité de Nancy va plus loin, puisqu'il contient aussi des dispositions sur la transition énergétique, la compétitivité économique, la technologie, etc. La France a conclu des traités similaires avec d'autres États membres, par exemple avec l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne ou des partenaires

« Nous devons trouver la « coalition des volontaires » capable de surmonter les divergences actuelles. »

européens comme le Royaume-Uni. Symboliquement, pour la Pologne, il est essentiel de faire partie de ce « club ». Pour l'instant, bien sûr, il ne s'agit que d'un cadre et nous ne pouvons pas en attendre trop ni trop vite. Cependant, il est vraiment important, au niveau national, d'envoyer aux Polonais un message indiquant que nous sommes impliqués lorsqu'il s'agit de façonner l'avenir de l'Europe, en collaboration avec la France, mais aussi avec d'autres partenaires. La Pologne développe des accords similaires avec le Royaume-Uni ainsi qu'avec d'autres États membres de l'Union européenne. Nous devons saisir ce traité comme une opportunité, pour nouer des relations étroites et les formaliser. Mais nous devons aussi être critiques : le traité est plein de bonnes intentions, mais il doit être assorti d'objectifs concrets et de résultats à atteindre. Sinon, il sera victime de la volatilité politique, en Pologne ou en France.

Considérez-vous ce traité comme une étape vers un réalignement plus large des alliances au sein de l'Union européenne ?

Nous avons le sentiment que nous sommes confrontés à un changement radical des positions des États-Unis vis-à-vis de l'Union européenne, en particulier depuis janvier 2025 et, plus largement, vis-à-vis de l'Europe. En parallèle, nous nous trouvons dans une sorte de *vacuum* en ce qui concerne les idées, la vision et les capacités, et nous devons utiliser tous les moyens dont nous disposons pour améliorer ces dernières. Au sein de l'Union européenne, nous avons l'initiative ReARM Europe et d'autres propositions circulent actuellement sur le blocage des approvisionnements russes en pétrole et en gaz, par exemple, et cela est positif. Mais nous devons également nous concentrer sur les relations bilatérales et multilatérales au sein de l'Union, comme le Triangle de Weimar et le traité franco-polonais. Si l'on considère les relations franco-allemandes ou franco-britanniques, tout n'est pas rose et tout ne fonctionne pas bien car il y a beaucoup de divergences. C'est naturel, mais les défis auxquels nous sommes confrontés nous obligent à trouver autant de moyens que possible pour agir de manière proactive. Nous devons trouver la « coalition des volontaires » capable de surmonter les divergences

actuelles et les moyens de contourner les obstacles - liés par exemple aux positions hongroises sur la Russie, l'Ukraine, la guerre, l'intégration à l'Union européenne et l'élargissement - mais en veillant à ce que l'Union européenne reste aussi cohérente que possible. L'Union a besoin de temps pour avancer. En cas de menaces et de problèmes immédiats, il est très difficile pour elle d'agir en temps voulu.

Comment peut-on redynamiser le Triangle de Weimar pour qu'il ait un rôle plus efficace, notamment dans le domaine de la sécurité et de la défense ?

À sa création, le Triangle de Weimar semblait idéal parce qu'il reliait deux pays considérés comme les piliers de l'Union européenne, ainsi que le plus grand État de l'élargissement de 2004. Pendant un certain temps, cependant, il n'a servi qu'à préserver les apparences. Dorénavant, il semble se renforcer, compte tenu du nombre croissant de réunions et de déclarations émanant des trois pays : la Pologne, l'Allemagne et la France. Le nouveau chancelier allemand, Friedrich Merz, s'est ainsi rendu le lendemain de son investiture à Paris, puis à Varsovie. C'est un signal indiquant qu'une coopération sérieuse est nécessaire, mais il est essentiel, à présent, de dépasser la seule portée symbolique et d'éviter toute inertie. Deux approches coexistent : soit se concentrer sur des mesures concrètes, en particulier dans le domaine de la sécurité et de la défense, fondamentales à l'heure actuelle, afin d'obtenir des résultats rapides pour développer la coopération ; soit rechercher d'abord une vision stratégique, avant d'organiser la coopération entre les pays du Triangle de Weimar. À mon avis, c'est la première approche qu'il convient d'adopter. Nous avons déjà vécu une période où le Triangle de Weimar était sous-utilisé, voire en panne. Actuellement, chacun des trois pays a l'intention de concrétiser cette initiative par des mesures fortes. Il est évident que nous avons encore des questions en suspens : Quel devrait être l'objectif du Triangle de Weimar ? Que devons-nous penser des relations transatlantiques à l'heure actuelle ? Que devons-nous faire à partir de maintenant ? Il reste de nombreux points à éclaircir.

La France, l'Allemagne et la Pologne ont-elles une perception commune des nouvelles relations transatlantiques ?

Nous sommes sur la même longueur d'onde lorsqu'il s'agit de comprendre les menaces et les incertitudes, mais sur la politique américaine actuelle, ou future, nous présentons quelques divergences. La France et l'Allemagne semblent vouloir compte tenu de la nouvelle donne américaine donner un nouvel élan à l'autonomie stratégique européenne. Cela repose sur l'hypothèse que les relations avec les États-Unis telles que nous les connaissions depuis 80 ans sont révolues, même si nous pouvons observer qu'Emmanuel Macron mène une politique plutôt active à l'égard de Donald Trump et qu'il déploie beaucoup d'efforts pour apaiser les tensions entre les États-Unis et l'Union européenne. La position de l'Allemagne est à cet égard en train de changer. Pendant toute l'administration Biden, l'Allemagne a suivi les États-Unis en ce qui concerne les questions stratégiques et de sécurité. Depuis que Donald Trump est redevenu président, nous avons en mémoire le discours de J.D. Vance à Munich ou les déclarations concernant le parti Alternative pour l'Allemagne (AfD, Alternative für Deutschland). Il s'agit d'une situation très particulière. À mon avis, les Allemands ont encore l'espoir de pouvoir réaliser deux objectifs : développer nos propres capacités européennes et, en même temps, ne pas perdre de vue que les États-Unis sont un garant essentiel de la sécurité, en raison de leurs capacités. Les Polonais sont conscients de tous les risques qui découlent de la situation actuelle aux États-Unis et écoutent ce que Donald Trump et ses collaborateurs disent à propos de la guerre, de la Russie, de l'Ukraine et de leur vision du nouvel ordre mondial. Cependant, nous estimons avoir, avec les États baltes, davantage de poids que certains de nos partenaires en raison de notre position géographique. Si un événement venait à se produire, l'OTAN reste, pour l'instant, indispensable. Les États-Unis sont un garant de la sécurité puisqu'ils disposent de certaines capacités dont l'Europe n'est pas dotée pour l'instant. Pour des raisons pragmatiques, le soutien des États-Unis reste essentiel pour les Polonais. Mais, si la Russie venait à faire ce que nous pensons, la question

serait de savoir qui peut nous fournir ce dont nous avons besoin pour nous défendre. Les États-Unis disposent de certains atouts que personne d'autre ne possède sur le continent européen. Une partie de la classe politique et de la société polonaises craint que les autres grands États européens ne traitent la Pologne comme une sorte d'appendice. Tout en étant conscients des asymétries qui existent au sein du triangle, la France et l'Allemagne ont leurs propres avantages et la Pologne doit tirer parti de sa position. Nous devons trouver des moyens d'équilibrer nos positions au sein du triangle et, ensuite, trouver des projets communs au sein de l'Union européenne.

Comment interprétez-vous le positionnement actuel de la Pologne en matière d'autonomie stratégique européenne ?

L'autonomie stratégique était autrefois une expression interdite en Pologne. La France semble avoir détourné le concept, à raison, puisqu'il a été proposé par le gouvernement français. La discussion ne porte pas sur l'expression en tant que telle, mais sur ce qu'elle recouvre. Le moment est venu pour la Pologne et la France d'avoir une conversation sur sa signification. En Pologne, nous sommes conscients que l'Europe doit accorder plus d'attention à sa sécurité. En ce sens, Donald Trump et son administration ont parfaitement raison et c'est au moins l'un des aspects positifs de cette d'administration américaine. Cela nous a donné une forte impulsion pour faire davantage ensemble, il nous faut plus d'autonomie stratégique et plus de capacités européennes. En cas de besoin, nous devons pouvoir être en mesure d'affronter ensemble les Russes, les Chinois et d'autres défis potentiels. Du point de vue polonais, nous ne pouvons pas nous dissocier complètement des États-Unis ou supposer qu'ils nous laisseront tomber. Si nous commençons à douter du rôle des États-Unis en tant que garant de la sécurité, nous tomberons dans le piège d'une « prophétie autoréalisatrice ». Dans ce cas, nous orientons tout le processus dans cette direction. La Pologne a une autre approche : nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour maintenir l'engagement des États-Unis, continuer à leur parler pour comprendre leur position. Il ne s'agit pas de se

« Nous devons trouver la « coalition des volontaires » capable de surmonter les divergences actuelles. »

rallier à leur position, mais d'essayer de les convaincre que ce qui se passe en Ukraine est crucial pour les intérêts américains. Les alliés européens sont aussi importants pour les États-Unis. En cas de troubles sur le théâtre indo-pacifique, les États-Unis auront besoin de nous comme alliés. De nombreuses personnes au sein de l'administration américaine comprennent très bien ce qui se passe et tendent la main à l'Europe pour tenter d'aplanir ces divergences. C'est pourquoi nous devons éviter tout désengagement des États-Unis. Bien sûr, il existe des points de rupture potentiels comme le départ des troupes américaines d'Europe et la sortie des États-Unis de l'OTAN, mais cela semble peu probable. Toutefois, si cela devait se produire, nous devrions être préparés. Faisons donc tout ce qui est en notre pouvoir pour minimiser les coûts de ces divisions transatlantiques, car les enjeux sont élevés et le succès incertain, mais cela vaut quand même la peine d'essayer. Telle est la position polonaise.

Quel est l'objectif de l'initiative « Weimar+ » ?

Weimar+ comprend le Triangle de Weimar ainsi que l'Espagne, l'Italie, le Royaume-Uni et parfois l'Ukraine. L'objectif est de favoriser le consensus sur les questions de sécurité et de stratégie et créer une nouvelle plateforme pour déterminer ce que nous pouvons faire ensemble en tant que « coalition des volontaires ». Différents formats sont actuellement en cours de développement au sein de l'Union européenne, incluant parfois même des partenaires non européens. Cela prouve la nécessité d'une action urgente et que l'Union européenne ne peut contribuer que partiellement à cet effort. « Coalition de volontaires » : tel est le nom donné à ces formats qui constituent un outil flexible pour faire avancer certains processus. Il existe des risques, car elles ne peuvent pas fournir une stratégie pour l'ensemble de la communauté, mais peuvent être efficaces dans la gestion des crises et dans la formation d'une réaction efficace à certains défis immédiats.

Quel rôle la Pologne devrait-elle jouer dans l'élargissement de l'Union européenne, en ce qui concerne l'Ukraine et la Moldavie ? Et les Balkans occidentaux ?

La Pologne reste un fervent défenseur de l'élargissement. Il existe un consensus sur le fait que l'Ukraine et la Moldavie appartiennent à l'Europe politiquement, culturellement et historiquement. La question de la Géorgie est plus complexe, en raison de ce qui s'y est passé récemment sur le plan politique. La Pologne considère l'élargissement comme un impératif stratégique pour la stabilité et la prospérité du continent. Pour elle, l'Union européenne a apporté une grande partie de cette stabilité fondée sur le bien-être - résultat de nos propres efforts, mais aussi amplifié par notre adhésion à l'Union. Environ 60 % des Polonais sont favorables à l'adhésion de l'Ukraine. Ce résultat semble positif, mais il convient de le nuancer. Sur ces 60 %, 20 % sont favorables à une adhésion accélérée, parce que l'Ukraine le mérite, à cause de la guerre, et parce que nous devons cesser de penser à l'intégration en termes bureaucratiques. 20 % pensent que l'Ukraine doit satisfaire aux critères de Copenhague, comme tous les autres pays candidats. Enfin, 20 % sont d'avis que l'Ukraine mérite la voie européenne, mais qu'elle doit résoudre auparavant les problèmes bilatéraux polono-ukrainiens : ceux-ci sont principalement liés à des griefs historiques ou à des questions agricoles. Cela montre que les Ukrainiens et les Polonais doivent assumer leur part de responsabilité. Nous devons mesurer honnêtement les coûts et avantages de l'élargissement, à court et long termes. Sinon, nous risquons de susciter des attentes démesurées. Par exemple, au moment de l'adhésion de la Pologne dans l'Union européenne, a été évoqué, de façon absurde, le plombier polonais, sujet qui a fait la couverture des journaux à l'époque. Qu'en serait-il avec les réseaux sociaux qui n'existaient pas alors capables de créer de fausses images, des peurs artificielles et les diffuser rapidement. Nous devons donc être prudents. Le

paradoxe est que les élites politiques polonaises sont pro-ukrainiennes et favorables à l'élargissement, mais l'opinion publique polonaise est plus sceptique. D'un point de vue stratégique, l'élargissement est important, mais il reste encore beaucoup à faire pour en expliquer objectivement les coûts et les avantages. En ce qui concerne les Balkans occidentaux, la Pologne soutient leur intégration depuis un certain temps, mais ce sujet est toujours resté marginal. Le débat public polonais se concentre principalement sur l'Ukraine. Néanmoins, la Pologne est d'avis que l'intégration des Balkans occidentaux contribuerait à rendre l'Europe plus stable et plus prospère. Il est évident que la Serbie est traitée avec méfiance en raison de sa situation politique actuelle.

Comment évaluez-vous la capacité de la Pologne à agir en tant que moteur de consensus dans le climat politique européen actuellement polarisé ? Quelles sont, selon vous, les principales menaces internes qui pèsent sur l'unité de l'Union européenne et comment la Pologne peut-elle contribuer à y faire face ?

L'Union européenne est une entité particulière et de nombreuses questions sont débattues quotidiennement. A mon avis, elle est constituée de pays compétitifs avec leur propre histoire, mais avec un cadre commun de normes, procédures,

valeurs fondées sur des traités qui nous aident à résoudre nos différends sans utiliser la force. Elle constitue un ensemble compétitif et doit le rester. Par ailleurs, les questions internes sont plus pressantes car nous connaissons, au niveau national, de graves problèmes qui pourraient déborder et créer davantage de tensions. La question est de savoir comment éviter une situation où les politiques européennes créent un contrecoup négatif, entraînant une vague de sentiments anti-européens. Dans chaque État membre, il existe un parti eurosceptique. Il appartient aux institutions européennes, mais aussi aux gouvernements nationaux, de les empêcher de se renforcer. Prenons, par exemple, le pacte vert européen : beaucoup le considèrent comme une sorte de grand mal qui engendre beaucoup de coûts pour tous. Nous devons mieux expliquer la raison d'être de ces initiatives, leurs avantages à long terme et les moyens de les améliorer. Une communication claire et honnête est essentielle. Pour l'heure, nous devrions nous attacher à répondre aux préoccupations et aux frustrations au sein de nos propres sociétés. La force de l'unité européenne dépend en fin de compte de la cohésion et de la résilience de chaque État membre. Dans le cas contraire, nous ne ferons que nous engager dans des voies inexplorées.

Ernest Wyciszkievicz

Directeur du Centre Mieroszewski, Varsovie

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN
ISSN 2402-614X

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.
© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2025

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.